Burundi : Agathon Rwasa nie toute responsabilité dans le massacre de Gatumba

RFI, 21 août 2014 Agathon RwasaÂ: «Â Je ne suis pas responsable de l'attaque de Gatumba Â» II y a dix ans, ur camp de réfugiés congolais banyamulenge a été attaqué avec une violence inouÃ⁻e. Le bilanÂ: plus de 160 morts e depuis, ce sont les Forces nationales de libération (FNL) – sous le commandement d'Agathon Rwasa â€" qui sont Ce fut encore le cas la semaine dernière lors des cérémonies de commémoration de ce massacre. L'Invité Afriqu matin est Agathon Rwasa [Photo], l'ancien chef rebelle devenu opposant politique. II répond aux questions de Sonia Rolley depuis Bujumbura avec l'assistance technique d'Esdras Ndikumana.

RFI : Dix ans aprÃ"s le massacre du camp de réfugiés congolais banyamulenge de Gatumba tout prÃ"s de Bujumbura au Burundi, les organisations de victimes et de défense des droits de l'homme comme Human Rights Watch réclament fin de l'impunité. La responsabilité des FNL, à l'époque sous votre commandement, est ˈpointée du doigt. Etes responsable de cette attaque contre le camp de r\(\tilde{A}\)\(\tilde{G}\) banyamulenge ? Agathon Rwasa :\(\tilde{A}\) Moi, je ne suis pas responsable de cette attaque et même les Forces nationales de libération (FNL) ne peuvent pas être accusées d'une façon globale. Si l'un ou l'autre avait trempé dans ce genre de chose, il doit en répondre personnellement. Alor pourquoi votre porte-parole Pasteur Habimana l'a revendiqué au nom de votre mouvement sur des radios nationales et internationales à l'époque ? Il a revendiqué, c'est lui qui peut s'expliquer sur ses mobiles puisque, aprÃ"s tou pas consulté pour dire ce qu'il a dit. Il l'a dit de son propre chef. Mais vous-même, vous l'avez interrogé sur Que vous a-t-il dit ? Je ne l'ai pas interrogé de façon formelle. Cependant l'instrumentalisation de cela, de la justic c'est ça qui un tout petit peu écÅ"uré puisqu'il y a beaucoup de choses qui se sont passées dans ce pays. Et pa ce dossier-IÃ, je dois vous signaler que, par exemple, l'année dernià re au mois de mars ou avril, il y a un groupe de Banyamulenge qui a écrit au secrétaire général des Nations unies, demandant justement que justice soit faite et ils ne m'incriminent pas du tout. Donc que ce soit Human Rights Watch, que ça soit qui que ce soit, il serait plus intéressant [qu'ils fassent] des enquÃates, sans toute partialité, et qu'ils établissent les responsabilités et qu'ils condamn Ãatre condamné. Mais il y a eu des enquÃates à l'époque. Il y a eu un rapport des Nations unies, il y a eu justement u rapport de Human Rights Watch. Et ce sont ces rapports qui vous ont incriminé à l'époqueâ€l Ils m'incriminent c Moi je n'ai pas été sur les lieux, je n'ai pas commandité ce qui s'est passé. Comment est-ce qu'on vou ce chapeau ? Gatumba n'est pas le seul crime commis à l'époque, à l'époque de la guerre. Que pensez-v Commission vérité et réconciliation et êtes-vous prêt à collaborer? Les incidents qui se sont passés durant toute ce p©riode de guerre, effectivement, sont nombreux. Il serait beaucoup plus judicieux de consid©rer tous les protagonistes dans ce conflit et ne pas Ãatre sectaire, et seulement regarder du cà té FNL. Que ce soient ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, que ce soient ceux qui étaient au pouvoir avant eux, tout le monde a été dans ce sale décor. Maintena parler de la Commission vérité et réconciliation, quelque part la façon dont on procà de, laisse à désirer. La querre qu secoué le Burundi a touché chaque citoyen. Comment est-ce que maintenant le seul parti au pouvoir veut récupérer la situation? Ne va-t-on pas assister A une Commission vA©ritA© et rA©conciliation faite pour dA©douaner le CNDD-FDD [Cons national pour la d©fense de la d©mocratie -Force de défense de la d©mocratie, parti au pouvoir] et pour incriminer les autres, histoire de barrer la route A quiconque prA©tendrait A aller dans la liste dans les A©lections prochaines. Parlons de la lutte politique. Vous avez renoncé à la lutte armée. Vous êtes aujourd'hui opposant politique. Mais votre parti le FN est divisé en deux. Une branche seulement a été reconnue par le gouvernement, mais pas la vôtre. Une réconciliation est-elle possible entre les deux branches du FNL? La réconciliation est bel et bien possible, seulement l'appât du gain ou les intérÃats de ceux qui sont dans les bonnes mains du pouvoir peut-Ãatre handicapent ce processus-lÃ. Mais je me dis qu'un politicien averti devrait se passer des offres ou des avantages qu'il peut croire être les siens aujourd'hu que je m'imagine que le décor politique en 2015 aura été quelque chose d'autre. Si votre parti n'est pas re comptez-vous faire campagne quand mÃame en 2015 ? Nous sommes déterminés à aller aux élections. BientÃ′t c' l'enrà lement des électeurs. Nous devons nous faire enrà ler et quand il faudra qu'on présente les listes dans diff scrutins, nous devrons absolument confectionner les n\(\tilde{A}'\) tres et participer pleinement aux \(\tilde{A} \tilde{\tilde{O}}\) lections. \(\tilde{A}\) a veut dire que vous serez vous-même candidat à la présidentielle ? Je ne saurais pas dire que je le serai parce que ça, c'est décio par les autres. Mais si jamais on me le propose, pourquoi est-ce que je ne le ferais pas ? Quelque soit le candidat, que ce soit vous ou quelqu'un qui aura été désigné par vos membres, il n'aura que deux semaines de campagi électorale. Est-ce que ce n'est pas un problà me pour pouvoir mener une campagne que de n'avoir que deux semai ? Deux semaines, c'est trÃ"s peu et je crois que le pouvoir le fait sciemment. Le CNDD-FDD veut monopoliser le terrain et il empÃache les autres formations politiques et les autres candidats potentiels de faire leur travail de terrain chaque jour, chaque semaine, chaque mois. Il n'hésite pas à utiliser sa jeunesse pour rassurer les uns et les autres. C'est dommage que ça soit ainsi alors qu'on a convenu qu'on va tout régler par le dialogue et qu'on accepte le multi comme systà me politique. Donc le moindre, c'est qu'on puisse respecter les rà gles du jeu. J'interpelle au sein di FDD et le pouvoir en place pour justement faire leur cette idée-là que, en démocratie on a droit à la différence et c'e cette différence qu'on pourra avoir quelque chose qui fasse avancer notre pays. Ça veut dire que de votre point de vue le parti au pouvoir ne respecte pas les accords d'Arusha et les accords subsidiaires? En quelque sorte, oui. Il y a le verbe et malheureusement il y a les faits qui contredisent cette adhésion aux accords d'Arusha et aux accords subsidiaires.Â Sonia Rolley